



n°35
avril 2002

Editorial

La vie du laboratoire

Les séminaires

Publications

Compte-rendu de recherche :

"mobilité et grande pauvreté"

Communications

Participations et missions diverses

Nouvelles recherches

*Point de repère : Un espace de ressources
documentaires sur la liaison transalpine*

Editorial

Odile ANDAN vient d'achever sa carrière de chercheur qui fut bien remplie. Géographe d'origine, devenue une spécialiste reconnue de la mobilité urbaine et des méthodes d'enquêtes interactives, elle a œuvré durant une quinzaine d'années au LET. Nous sommes nombreux à regretter sa rigueur scientifique dans un respect exemplaire de ses engagements. Sa vaste culture œnologique et gastronomique va également nous manquer. Bon vent donc à la nouvelle retraitée vers des activités et des horizons renouvelés !

La vie du laboratoire

Donatienne JASSEY (9ème promotion du DESS Transports Urbains et Régionaux de Personnes) a reçu le prix des DESS Transport de l'AFITL pour son rapport de stage :

"Mostra-Light, un outil d'évaluation des politiques de déplacements urbains (du besoin d'évaluer à la mise en place d'un outil de prévision)".

Le LET (P. BONNEL, J.-M. CUSSET, R. PETIOT, C. RAUX) a accueilli les 4 et 5 février les chercheurs du programme européen TRANSECON (évaluation a posteriori des grandes infrastructures de TC).

Arrivées et départs

Pierre-Yves PEGUY a été recruté comme Maître de Conférences à l'Université Lumière - Lyon 2. Il est entré en fonction en janvier 2002.

Bienvenue à Claudia BURLANDO, de l'Université de Gènes, qui effectue un séjour post-doctoral de six mois au LET.

Sandrine DURAND a quitté le LET pour le Service Transport du Conseil Régional Rhône-Alpes le 1^{er} mars. Elle est chargée de la déclinaison opérationnelle du schéma régional des transports et de l'analyse des leviers d'action régionaux en transport de marchandises et en logistique.

Soutenances de thèses

Le 9 novembre 2001 : Olivier KLEIN, *Les horizons de la grande vitesse : le TGV, une innovation lue à travers les mutations de son époque*. Thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques, Université Lumière - Lyon 2, 308 p. Jury : M. BASSAND (rapporteur, Ecole polytechnique Fédérale de Lausanne), Y. CROZET (Université Lumière - Lyon 2), P. FLICHY (rapporteur, Université de Marne-la-Vallée), G. JOIGNAUX (INRETS), F. PLASSARD (directeur de thèse, CNRS). Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Le 4 janvier 2002, Stéphanie SOUCHE, *Economie du bien-être et liberté. Le cas du péage urbain et de son acceptabilité*, Thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques, Université Lumière Lyon 2, 366 p. + annexes. Jury : A. BONNAFOUS (IEP de Lyon), Y. CROZET (Université Lumière - Lyon 2), G. GILBERT (ENS Cachan), T. KIRAT (CNRS), G. POLLET (IEP de Lyon). Mention très honorable avec les félicitations du jury.

à l'Université Lumière Lyon 2 :

Laboratoire d'Economie des
Transports - ISH
14, Avenue Berthelot
F-69363 Lyon Cedex 07
Tél : 33 (0)4 72 72 64 03
Fax : 33 (0)4 72 72 64 48



à l'Ecole Nationale des
Travaux Publics de l'Etat :

Laboratoire d'Economie des Transports
Rue Maurice Audin
F-69518 Vaux-en-Velin Cedex
Tél : 33 (0)4 72 04 70 46
Fax : 33 (0)4 72 04 70 92

Le cycle de séminaires externes se poursuit

- **Claudia BURLANDO** (Université de Gênes), lundi 18 mars 2002 à 14 heures, à l'ISH, salle André Frossard sur le thème : "Marchandises en Ville : où en est l'Italie ? – le cas de Gênes".
- **Bernard CHANE-KUNE** (chercheur au CEPPII), lundi 25 mars 2002 à 14 heures, à l'ISH salle André Frossard : "Une vaste comparaison internationale sur la productivité du travail dans les transports, les communications et le commerce". Cette comparaison porte sur sept pays : Allemagne, France, Pays Bas, Etats-Unis, Suède, Japon, Canada.
- **Jean OLLIVRO** qui a écrit un livre "l'homme à toute vitesse", lundi 10 juin 2002, à 16 heures, à l'ISH.

Publications

Revue à comité de lecture

DIAZ OLVERA L., PLAT D., POCHE P., 2001, "Dépenses de transport des ménages en Afrique subsaharienne. Méthodes et mesures appliquées au cas de Niamey", *Recherche Transport Sécurité*, n° 72 (juillet-septembre), pp. 19-36.

CROZET Y., MARLOT G., 2001, "Péage urbain et "ville durable" : figures de la tarification et avatars de la raison économique", *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 40, pp. 79-113.

CROZET Y., GUIHÉRY L. (2001), "La responsabilité publique en amont des choix collectifs : les économistes sur la piste du "politique"', *Politiques et Management Public*, septembre, Vol. 19, n°3, pp. 37-54.

CUSSET J.-M., HAI L. D., 2001, "Transport and Environment in Hanoi : attitudes and opinions towards environmental policy measures", *Eastern Asia Society for Transportation Studies*, Vol. 4, n°5, pp. 71-87. (Article repris d'une communication à la 4ème Conférence

internationale sur les transports en Asie, Hanoi, 24-27 octobre 2001.

GUIHÉRY L., 2001, "Fédéralisme fiscal en Allemagne : quelle réforme de la péréquation financière allemande ?", *Economie Publique* n° 8 : "Aspects financiers et fiscaux de l'économie publique locale 2001/2002".

PEGUY P.-Y., 2001, "Modèles économétriques sur les facteurs explicatifs des configurations des aires urbaines", *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*, n°58-59, pp. 223-259.

RAUX C., SOUCHE S., 2001, "Comment concilier efficacité et équité dans la politique tarifaire des transports ? Le cas de TEO à Lyon", *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 40, pp. 27-52.

RAUX C., SOUCHE S., 2001, "L'acceptabilité des changements tarifaires dans le secteur des transports : comment concilier efficacité et équité ?", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4, pp. 539-558.

Autres revues

BAUMSTARK L., 2001, "Analyse économique et développement durable dans le secteur des transports: le rapport Boiteux II", *Les Annales des Mines*, série Responsabilité et Environnement, n° 24, octobre, pp. 55-65.

BONNAFOUS A., 2001, "Entre expansion et gestion", *Les Cahiers de Médiologie*, n° 12, novembre (sur le thème de l'automobile), pp. 163-173.

DURAND S., 2002, "Bilan environnemental du transport de marchandises en ville : comparaison entre véhicules thermiques et véhicules électriques", *Revue Transport Environnement Circulation*, n°169, janvier-février 2002.

Plusieurs contributions écrites du LET au dossier "Déplacements et transports publics – Un avenir pour la ville", n°359 de la revue *Economie et Humanisme*, décembre 2001-janvier 2002 :

- BONNAFOUS A., "Crise des transports publics : des issues possibles", pp. 27-31.
- DIAZ OLVERA L., "Villes africaines les enjeux de la mobilité", p. 12.
- NICOLAS J.-P., POCHE P., POIMBOEUF H., "Quels indicateurs pour une mobilité durable ?", pp. 16-18.
- ROUTHIER J.-L., "La desserte des marchandises, noyau dur de la circulation routière en ville", p. 48.

Ouvrages ou chapitres d'ouvrages

GUIHERY L., 2001, *Economie du Fédéralisme. Quelle Constitution pour l'Europe ?*, Paris, L'Harmattan, coll. questions contemporaines, 155 p.

GUIHERY L., VAN DER HOEK P., 2001, "Finances publiques locales aux Pays-Bas et en Allemagne : quel arbitrage en autonomie locale et solidarité nationale ?", in R. LE DUFF, J.-J. RIGAL, G. SCHMIDT, *Démocratie et Management Local*, Paris, Dalloz, pp. 333-360.

Rapports de recherche et actes édités

MIGNOT D. (dir.), ROSALES-MONTANO S., HARZO Ch., CHOLEZ C., CLERGET M.-P., CUSSET J.-M., DIAZ OLVERA L., DEGUILHEM Y., LAINEZ V., PAULO CH., PELOT V., 2001, *Mobilité et Grande Pauvreté*, Recherche financée par la DRAST (Ministère de l'Équipement) et l'Union des Transports Publics dans le cadre du programme PREDIT-PUCA, LET, Observatoire Social de Lyon, Agence d'Urbanisme de Lyon, 223 p.

CROZET Y., CHI A., FAIVRE D'ARCIER B., 2001, *Etude sur quelques variables stratégiques du calcul économique - présentation des outils classiques du calcul économique et réflexion sur la rentabilité et le taux d'actualisation*, rapport pour la Direction de la Stratégie de la SNCF, 55 p.

JOLY I., CROZET Y., BONNEL P., RAUX C., 2002, *La "Loi" de Zahavi, quelle pertinence pour comprendre la contraction ou la dilatation des espaces-temps de la ville ?*, recherche pour le compte du Plan Urbanisme Construction Architecture, Pôle Sociétés Urbaines, Habitat et Territoires, 103 p.

ROUTHIER J.-L., SEGALOU E., DURAND S., 2001, *Mesurer l'impact du transport de marchandises en ville, le modèle de simulation FRETURB (version 1)*, programme national Marchandises en Ville, DRAST/MELT, ADEME, LET, 104 p.

Développement informatique et présentation sur CD-ROM : Louis ALLIGIER et Florence TOILIER. Contact : freturb@let.ish-lyon.cnrs.fr

RAUX C., 2001, *The Use of Transferable Permits in Transport Sector*, rapport pour l'OCDE (Direction de l'Environnement), 49 p.

POCHET P., SCHEOU B. (rapporteurs) SOULAGE F. (prés.), 2002, *Le tourisme à l'âge de la retraite*, Rapport pour le Conseil National du Tourisme, rapport adopté en Section Emploi Formation Recherche, 213 p.

NICOLAS J.-P., POUCHET P., POIMBOEUF H., "Mise en œuvre d'indicateurs de mobilité durable dans l'agglomération lyonnaise", in *Actes du congrès de l'ATEC, Nouveaux enjeux : le transport doit s'adapter*, Paris, Presses de l'ENPC, 2002, pp. 151-159.

Un nouveau numéro dans la collection
Etudes & Recherches :

NICOLAS J.-P., POUCHET P., POIMBOEUF H., cartographie : N. OVTRACHT, 2001, *Indicateurs de mobilité durable : application à l'agglomération lyonnaise*, Recherche pour le compte de Renault, Lyon, LET, coll. Etudes & Recherches, n° 16, 128 p., 23 euros.

Communications

Maurice BERNADET, "La sous-traitance en transport routier de marchandises : Analyse économique et réglementaire", colloque de l'IDIT (Institut de Droit International des Transports), Rouen, 13 décembre 2001.

Yves CROZET et Iragaël JOLY, "La "Loi" de Zahavi, quelle pertinence pour comprendre la contraction ou la dilatation des espaces-temps de la ville ?", séminaire du programme de recherche du PUCA, *Mobilité et territoires urbains*, deuxième séance : *transformation des territoires urbains*, 22 janvier 2002.

Céline CHOLEZ, "Les territoires de la livraison", *colloque Représentation de l'environnement et construction des territoires : Dialogue des disciplines*, Laboratoire ICoTEM, Poitiers, 11-12 octobre 2001, 7 p.

Dominique MIGNOT, "La croissance éclatée des villes", communication au séminaire *Dinamicas metropolitanas y estructuración territorial : un estudio comparativo internacional*, Université Autonome Métropolitaine – Xochimilco, Mexico, 26 au 29 novembre 2001, 40 p.

Laurent GUIHÉRY, "Universal Mobile Telecommunication System (U.M.T.S.) in Europe : Failure of Public Policy, both at European Union and Member States Levels ?", *International Atlantic Economic Conference* (IAES), Philadelphie, Pennsylvanie, 11-14 octobre 2001.

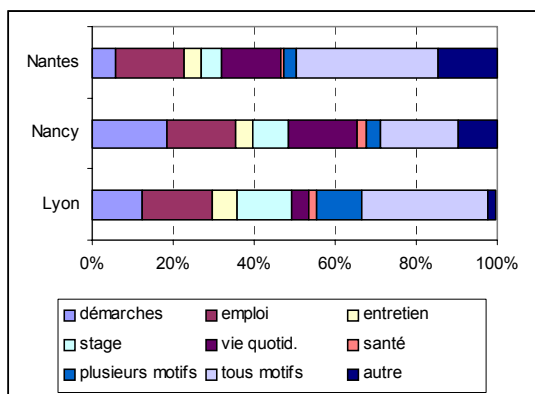
Trois communications ont été présentées au colloque *The Third Congress on Proximity "New Growth and Territories"*, Paris, les 13 et 14 décembre 2001 :

- Céline CHOLEZ, "Les territoires des chauffeurs-livreurs", 17 p.
- Laetitia DABLANC, Erwan SEGALOU, "La notion de proximité dans l'organisation des déplacements d'achat : nouveaux comportements, nouveaux services, nouvelle régulation", 27 p.
- Olivier KLEIN, "Temporalités sociales, distance et moyens de transport rapides", 17 p.

Compte-rendu de recherche : Mobilité et grande pauvreté Dominique Mignot

Dans un contexte de croissance des disparités sociales et spatiales, d'étalement urbain et d'augmentation de la disjonction habitat - emploi, la question de l'accessibilité de tous à la ville et à ses services est posée, notamment pour les personnes à plus faible revenu. Une analyse globale des politiques tarifaires menées sur l'ensemble des réseaux de transports collectifs urbain, et une enquête auprès des structures d'accueil et d'insertion des trois villes de Lyon, Nancy et Nantes, ont permis de faire le point sur les mesures proposées par les réseaux, la perception du questionnement par les acteurs sociaux et la demande exprimée par les personnes en difficulté financière.

Motifs évoqués lors des demandes d'aide au transport, globalement et par ville



Un frein perçu comme surtout lié à l'emploi ... une demande plus diversifiée

Pour les structures enquêtées, il est indéniable que le frein majeur réside dans l'accès à l'emploi, à la formation ou aux stages, motifs privilégiés dans une logique d'insertion. Les demandes d'aide au transport recensées font apparaître des besoins plus diversifiés, concernant de manière non négligeable des motifs liés aux démarches administratives ou à la vie quotidienne.

Un frein financier dans un contexte d'offre globalement perçue comme satisfaisante

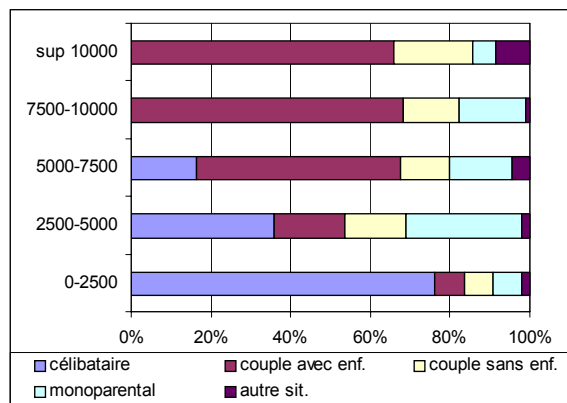
Le frein essentiel est lié aux difficultés financières des personnes. Moins de 15 % de la demande effective d'aide au transport semble

pouvoir être reliée à des questions d'offre. Ce sont surtout les aides et notamment les tarifs sociaux dans les transports collectifs urbains qui peuvent répondre à l'essentiel des besoins exprimés.

Une demande effective qui relativise mais confirme la réalité du transport comme frein

Les structures enquêtées estiment que pour un peu moins d'un tiers des personnes qu'elles accueillent, le transport est à un moment donné un frein ou une préoccupation majeure. Par ailleurs, les demandes d'aide au transport sont évoquées par 15 % environ des personnes qui s'adressent à une structure d'accueil, d'insertion ou d'hébergement. Ce cadrage quantitatif de la demande d'aide au transport constitue un des principaux résultats de cette recherche. Cette proportion de 15 % est suffisamment élevée pour que l'on puisse en conclure que le déplacement est un problème bien réel pour les plus démunis.

Répartition par revenu des personnes ayant formulé des demandes d'aide au transport selon la structure du ménage



Des profils spécifiques

Notre enquête confirme le poids des jeunes, des femmes notamment retraitées, des familles monoparentales ou des célibataires dans les populations les plus défavorisées. Parmi ces personnes ou ménages, si le chômage ou le RMI sont le lot des trois quarts des personnes ayant formulé des demandes d'aide au transport, on peut également relever la part non négligeable (6 %) de, "salariés pauvres".

Des évolutions tarifaires certaines... mais avec des trous dans les mailles du filet

Les évolutions tarifaires mises en évidence sur la période analysée (1993-1999), confirment le développement de mesures fortes de tarification sociale (abonnements gratuits ou très réduits...) par les principaux réseaux français. Ces tarifs procèdent d'une logique de redistribution dont les bénéficiaires n'en sont pas moins clients à part entière de l'opérateur transport. Leur mise en œuvre traduit aussi la volonté de cibler les plus défavorisés par la prise en compte des critères de statut (chômeur, RMI...) mais aussi de revenu de la personne ou du ménage. Par rapport à la demande effective en matière d'aide au transport, ces dispositifs répondent indéniablement aux besoins exprimés.

Toutefois, le "ciblage" en fonction du statut et du revenu laisse de nombreuses personnes en dehors du filet des politiques tarifaires sociales : chômeurs non déclarés, jeunes, salariés "pauvres" qui dépassent parfois de peu les seuils définis sont confrontés à la non progressivité des mesures.

Une nécessaire continuité des dispositifs, selon les revenus... et une approche individualisée

Le revenu comme seul critère ouvrant droit à une tarification discriminante devraient être privilégiés car il combine pertinence et équité. Mais des besoins ponctuels existent auxquels il est difficile de répondre par des politiques globales. Cette réalité milite pour que des possibilités d'intervention au niveau des structures d'accueil et d'insertion soient ménagées.

MIGNOT Dominique (dir.), ROSALES-MONTANO Sylvia, HARZO Christian, CLERGET Marie-Pierre, CHOLEZ Céline, CUSSET Jean-Michel, DIAZ OLVERA Lourdes, DEGUILHEM Yannick, LAINEZ Valérie, PAULO Christelle, PELOT Véronique, *Mobilité et Grande Pauvreté*, Rapport final, Novembre 2001, Laboratoire d'Economie des Transports - Agence d'Urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise - Observatoire Social de Lyon, Lyon, 150 p. + annexes. Cette recherche a été financée par la Direction des Affaires Scientifiques et Techniques du Ministère de l'Équipement et l'Union des Transports Publics, dans le cadre d'un appel à proposition PREDIT-PUCA sur le thème "Déplacements et inégalités".

Participations et missions diverses

Patrick BONNEL a participé à l'expertise de recherches pour le compte du gouvernement canadien (Conseil de Recherche en sciences naturelles et en génie du Canada).

Patrick BONNEL a participé à une réunion du comité éditorial de la revue *Transport Policy*, et à une réunion du Steering Committee de l'ISCTSC (association organisant un colloque triennal sur les méthodes d'enquêtes) à l'occasion du colloque annuel du TRB à Washington, janvier 2002.

Dans le cadre du colloque international *Les nouvelles mobilités et la voiture de demain*, organisé par l'Institut "La Ville en Mouvement", PSA et la CCI du Doubs à Montbéliard, Bruno FAIVRE D'ARCIER a

participé à une table ronde sur "prospectives de la mobilité en ville" le 14 décembre 2001.

Dans le cadre d'un contrat européen de formation, piloté par l'*Institut für Landes und Stadtentwicklungsforschung des Landes Nordrhein-Westfalen* (Institut de recherche sur le développement urbain et régional du Land Nord Rhénanie-Westphalie à Dortmund), Bruno FAIVRE D'ARCIER a animé deux sessions de formation (sur les méthodes d'évaluation et le rôle de la modélisation dans la prévision des trafics) le 24 janvier à Bruxelles pour le compte de l'Unité 4 (Transports Urbains) de la DG Transport et Énergie à la Communauté Européenne. Ce "training course" de deux jours a porté sur les enjeux actuels des politiques de transports urbains dans le cadre du développement durable.

Charles RAUX a présenté à l'OCDE à Paris le 21 novembre 2001, les conclusions du rapport *The Use of Transferable Permits in Transport Sector* lors d'une réunion conjointe entre la Direction de l'Environnement de l'OCDE et de la CEMT.

Yves CROZET est intervenu comme expert lors des réunions publiques de la Commission du débat public sur les contournements routiers et ferroviaires de Lyon : à St Etienne le 7 novembre, à Bourg-en-Bresse le 15 novembre, à Roanne le 20 décembre et à Lyon le 24 janvier (avec Alain BONNAFOUS le 24 janvier).

Charles RAUX a présidé les 29 et 30 novembre 2001 la table ronde de la CEMT sur le thème "La gestion des choix de déplacements domicile-travail du personnel au niveau des entreprises".

Romain PETIOT est intervenu le 20 novembre 2001 dans le cadre du *Séminaire d'économie publique et d'économie industrielle* du CREREG (Université de Rennes 1) sur le thème "La fraude au stationnement : le renforcement de la répression est-il inéluctable ? Une approche théorique".

Jean-Michel CUSSET est parti en mission à Hanoï du 15 au 31 octobre 2001 dans le cadre du PICS du CNRS sur les transports urbains et le développement durable. Il a présenté les résultats de cette recherche au Centre pour la gestion des transports urbains de la municipalité de Hanoï. L'Institut de Sociologie du Centre National de Recherches en Sciences Humaines et Sociales du Viêt-nam est associé à ce programme.

Dans le cadre des journées du Conseil Général des Transports et ORMES qui se sont déroulées au CNIT en janvier 2002, Maurice BERNADET a présidé une table ronde sur le thème : "Transports de marchandises en ville et environnement". Alain BONNAFOUS a présidé la table ronde : "Transformer les transports de la vie quotidienne pour lutter contre le réchauffement climatique". Yves CROZET a fait une présentation sur les thèmes : "Du péage de financement au péage environnemental : un outil de lutte contre l'effet de serre acceptable par le citoyen ?" et "Le management environnemental des transports, une nouvelle priorité des élus locaux".

Nouvelles recherches

Expertises locales et étrangères dans les infrastructures urbaines au Viêt-nam. Enjeux et enseignements de l'expérience

C'est dans le cadre du Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (2001-2004) qu'Economie et Humanisme et le Laboratoire d'Economie des Transports ont été sélectionnés pour ce projet. Au Viêt-nam le Center for Urban Development Studies est associé à ce projet qui aura l'appui de l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoï. La recherche devrait contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des réseaux techniques urbains, principalement au Viêt-nam, mais aussi au Cambodge : responsabilités en matière de conduite de projets, d'articulation services urbains / planification urbaine. A cet égard, les nombreux projets engagés sur le terrain, les travaux passés ou en cours de plusieurs équipes de recherche ont permis d'accumuler une connaissance déjà appréciable. Cette connaissance est moins évidente concernant l'architecture et surtout le développement de l'expertise vietnamienne et des activités des consultants étrangers. L'objectif ne se limite pas à la connaissance des pratiques des consultants étrangers ; il est aussi de comprendre l'évolution de l'expertise vietnamienne et d'apprécier en quoi elle s'appuie sur et s'oppose à l'expertise étrangère pour trouver ses propres marques professionnelles et économiques.

Nous attendons de cette recherche qu'elle encourage à des travaux de même nature en Asie, le développement urbain au Viêt-nam rencontrant des problèmes similaires à ceux vécus en Asie du Sud-Est, avec un substrat culturel et des conditions géographiques qui sont, sinon proches, du moins comparables. L'élargissement de l'investigation au Cambodge devra confirmer les conditions de cette transférabilité a priori, même si l'histoire récente de ce pays en fait un cas un peu spécifique. Les résultats de nos travaux devront aussi enrichir la réflexion sur l'ensemble des pays de la ZSP où les enjeux propres au rôle de l'expertise dans les projets urbains sont similaires. Cette recherche doit enfin contribuer à réintroduire la question du développement dans des courants de réflexion économiques et sociologiques sur l'expertise et sur les systèmes nationaux d'innovation, tous deux très centrés sur les pays industrialisés. *Contact : Jean-Michel CUSSET.*

Transport de marchandises et ville : quelles spécificités, quelles méthodes ?

Ce travail, qui bénéficie d'un contrat d'aide à la recherche de la DRAST, a pour objet de répondre à plusieurs questions soulevées par les recherches récentes sur ce thème. En particulier, si les modes d'organisation du transport pour compte d'autrui sont relativement bien connus, les jeux d'acteurs du compte propre souffrent d'une opacité importante. Il s'agit de proposer une démarche méthodologique fondée sur des entretiens pour tenter d'apporter un éclairage sur ce point. S'y ajoutent trois éléments nécessaires à l'élaboration d'un diagnostic et des outils d'aide à la décision :

- la définition d'une méthodologie d'enquêtes pour l'évaluation des itinéraires suivis par les chauffeurs et des charges d'infrastructures correspondantes,
- l'analyse des flux de véhicules générés par les plates-formes de périphérie,
- les contrôles de cohérence et les tests de sensibilité des principales variables explicatives de la formation des flux mises en jeu dans le modèle FRETURB développé par le LET.

(Participants : Céline CHOLEZ, Christian AMBROSINI, Florence TOILIER, Danièle PATIER, Jean-Louis ROUTHIER, Erwan SEGALOU, Louis ALLIGIER)

Permanence des formes de la métropolisation et de l'étalement urbain

L'objectif de cette recherche, menée en collaboration avec l'INRETS et l'ADEES Rhône-Alpes et financée par l'ADEME, est de décrire et analyser les formes de la métropolisation, à travers une comparaison de dynamiques de développements urbains et d'analyser la pertinence de l'action publique à intervenir dans ces évolutions. L'hypothèse centrale qui sous-tend notre projet est celle d'une permanence des tendances lourdes à la métropolisation et à la ségrégation des populations et des activités. Concernant plus précisément les stratégies de localisation des établissements, l'hypothèse est également celle d'une permanence des comportements, qui dépassent les contextes nationaux et les échelles spatiales. Dans cette recherche sur les dynamiques territoriales, nous nous proposons de faire converger l'analyse de la métropolisation et des formes urbaines polycentriques que le LET mène sur la localisation des activités et des entreprises et celle de l'étalement urbain menée à l'INRETS sur les lieux de résidence, avec ses conséquences sur la mobilité, les consommations d'énergie et les émissions de différents polluants.

Les participants sont au LET, Dominique MIGNOT (responsable scientifique), Jean-Michel CUSSET, Lourdes DIAZ OLVERA, François MILLION et Nicolas OVTRACHT, à l'INRETS, Jean-Loup MADRE et Anne AGUILERA, à l'ADEES Rhône-Alpes, Jacques PERRAT.

- En partenariat avec ARIA Technologies et SYSTEM CONSULT, rédaction à la demande de l'ADEME d'un ouvrage intitulé : " Mise en place d'une méthodologie pour la réalisation des bilans environnementaux du transport de marchandises en ville " (Jean-Louis ROUTHIER et Erwan SEGALOU).
- En partenariat avec Jean-Jacques CHANARON (GATE, ESC-Grenoble) une participation au programme de recherche ARCOS sur la sécurité routière. Le LET s'occupe plus particulièrement des coûts publics, soit de la relation entre calcul économique et investissement de sécurité (Guillaume CHEVASSON, Yves CROZET).
- En partenariat avec l'INRETS-TRACES, une recherche pour la DATAR sur la question du découplage entre croissance économique et mobilité des biens et des personnes (Yves CROZET, Vincent BAGARD).

Comité de rédaction des Nouvelles du Let :

O. KLEIN, S. LEMEULLE, P. POCHET, J.L. ROUTHIER

Les Nouvelles du LET sont sur le web :
<http://www.ish-lyon.cnrs.fr/let/>

De quoi s'agit-il ?

L'espace de ressources documentaires sur la liaison transalpine est articulé sur le centre de documentation du LET qui en assure la gestion. Il est constitué d'un ensemble de documents (plus de 350 actuellement) relatifs aux aspects économiques et sociaux du projet ferroviaire Lyon-Turin et d'un site Internet qui facilite l'accès à ces documents et présente quelques informations complémentaires (liens vers d'autres sites notamment).

Ce fonds de documents rassemble d'abord des rapports d'études relatives au projet, dont la totalité de celles initiées par le groupement Transalpes¹. Il rassemble également les principaux documents officiels de consultation. Enfin, on y trouvera une série de documents relatifs soit à l'avancée des études déjà mentionnées (rapports d'étape, notes de travail), soit à la vie du GIP Transalpes (comptes-rendus de réunion), une revue de presse couvrant la période d'activité du GIP, quelques publications concernant des projets adjacents, etc.

Chaque document est enregistré sur le catalogue documentaire LETADOC, interrogeable en ligne. Une cinquantaine d'entre eux parmi les plus représentatifs, soit 4000 p. environ, ont été intégralement numérisés et sont téléchargeables. Les documents sont enfin consultables, sur rendez-vous (contact : **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), à l'ENTPE où ils sont stockés.

Quels objectifs ?

En premier lieu, la liaison ferroviaire transalpine entre Lyon et Turin est un projet majeur au regard du champ des préoccupations du LET. Par ses dimensions et ses horizons temporels, il interroge avec acuité la prévision de trafic comme la prospective territoriale, l'évaluation de projet comme la définition de politique publique, l'économie des entreprises du secteur comme l'histoire des décisions collectives, la réflexion sur le financement comme celle concernant l'articulation entre

technique et société. Dans cet esprit, l'espace de ressources mis en place entend sauvegarder et mettre à disposition une information de première main qui saura, on peut l'espérer, alimenter toutes sortes de réflexions.

Au-delà de ce souci "universitaire", on ne peut guère non plus se situer en simple spectateur des débats qui agitent la société. Celui concernant le transit routier à travers les Alpes touche à notre champ de compétence, à notre région et nous y intervenons en quelque sorte en faisant le pari de la transparence et de l'intelligence collective.

Enfin, la fonction documentaire est actuellement en pleine évolution. Cet espace de ressources est une tentative, parmi d'autres, de rendre l'accès à l'information plus vivant et plus efficace.

Quelles perspectives ?

A propos d'un projet reliant l'Italie et la France, il nous est d'abord apparu évident qu'il nous fallait un partenaire par delà les Alpes. Nous sommes actuellement en discussion avec un homologue Turinois, avec le vif espoir d'aboutir rapidement.

Une réalisation comme celle-ci n'aurait aucun sens si elle ne pouvait se fonder sur un enrichissement et une mise à jour régulière du fonds de documents présenté. Nous cherchons actuellement les moyens d'assurer son fonctionnement dans la durée.

Enfin, dans cet esprit de pérennisation, nous recherchons aussi toutes les informations et tous les documents qui mériteraient de figurer sur ce site. Si vous appartenez à un organisme ou une association qui travaille, réfléchit et s'exprime sur Lyon-Turin ou la problématique du transit alpin, n'hésitez pas à nous contacter pour que l'histoire de ce projet soit la plus complète possible.

Deux sites donnent accès aux pages web de l'espace documentaire :

- celui du Comité pour la transalpine : <http://www.transalpine.com>
cliquez sur " Documentation " depuis la page d'accueil.
- celui du Laboratoire d'Economie des Transports : <http://www.ish-lyon.cnrs.fr/let>
cliquez sur l'image pour accéder à la page " Bienvenue ", puis cliquez sur " Transalpes "

¹ Le **GIP-Transalpes** est une structure partenariale créée en 1995 dont la vocation a été de promouvoir la réflexion sur les enjeux et les moyens d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Lyon et Turin. Avant sa dissolution, Transalpes a confié au LET la gestion du fond de documents peu à peu constitué.